



# « Il faut aller le plus possible vers les citoyens »

## Yaël Braun-Pivet face à nos lecteurs

Elle souhaite une Assemblée nationale « la plus ouverte possible » et la « plus proche des citoyens ». Depuis son élection au perchoir, Yaël Braun-Pivet multiplie les visites dans les régions. Pendant deux jours, le quatrième personnage de l'État est à Toulouse pour son « vingt-sixième déplacement » en un an, avec cette volonté : « Restaurer de la confiance entre les citoyens et les hommes et femmes politiques ». Rien de tel que l'échange direct avec les lecteurs de notre journal organisé au siège de *La Dépêche du Midi*. La rencontre lui a donc donné l'occasion de s'exprimer sur les préoccupations des Français. Pendant plus d'une heure, nos lecteurs l'ont interrogée sur la vie chère, le climat, les retraites, les difficultés des élus locaux... Yaël Braun-Pivet n'a esquivé aucun thème tout en insistant sur sa volonté de réhabiliter l'image du travail parlementaire : « Depuis un an, l'Assemblée nationale remplit ses missions. Un tiers des textes que nous votons le sont à l'unanimité ». Et de regretter l'image parfois négative donnée par les débats houleux à l'Assemblée : « On ne retient que les moments agités. C'est une image trompeuse, déformée. » Interrogée sur l'actualité politique, Yaël Braun-Pivet s'est dite confiante

quant aux suites des rencontres entre le président de la République et les chefs des partis : « Nous ne sommes pas d'accord sur tout mais je suis convaincue qu'il existe des sujets sur lesquels nous pouvons avancer ensemble. C'est difficile de créer du consensus mais nous y sommes parfois parvenus durant cette première année. » Autre sujet d'actualité politique : la rentrée de Gérard Darmanin jugée par beaucoup d'observateurs comme un premier pas vers la présidentielle. Yaël Braun-Pivet qui n'était pas à Tourcoing pour ce rassemblement de soutien au ministre, refuse d'évoquer les futures échéances : « La question de la présidentielle 2027 ne peut pas être d'actualité. Il y a suffisamment de problématiques trop importantes aujourd'hui pour notre pays. » Citée comme une potentielle candidate en 2027, Yaël Braun-Pivet est catégorique : « Je ne sais pas me projeter aussi loin, ça ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, ce sont nos actions aujourd'hui. Être présidente de l'Assemblée nationale telle qu'elle est composée depuis 2022 occupe suffisamment de mon temps. » Pas question d'amener la présidente de l'Assemblée sur le terrain de l'après-Macron. **Éric Berger**

**Bernard Giusti : Les Français sont très préoccupés par l'inflation. Un certain nombre de mesures ont été mises en place, mais nous considérons qu'on a eu plus de déclarations que de faits, en ce qui concerne l'alimentaire notamment. Aujourd'hui, il y a une vraie misère qui existe. Beaucoup s'interrogent, qu'allez-vous mettre en place ?**

Aujourd'hui la première préoccupation des Français, c'est le pouvoir d'achat. En 2017, c'était la question de l'emploi. Notre majorité a créé massivement des emplois, près de 2 millions, et cette préoccupation a fortement chuté. L'inflation est réapparue ces derniers mois en raison du contexte international profondément dégradé. La hausse des prix de l'alimentaire, de l'énergie, partout en Europe, nous avons réussi à mieux la contenir que d'autres, et nous essayons d'aider au mieux les Français pour que cette inflation reste supportable.

Concernant les prix de l'alimentation, ce n'est pas le gouvernement qui les fixe et il n'est pas question de revenir sur cela. Je ne crois pas qu'il soit souhaitable d'aller vers le blocage des prix parce que je suis convaincue que ce serait les agriculteurs qui en paieraient le prix. Il faut impérativement que les distributeurs et les industriels jouent le jeu, qu'ils ne margent pas aux dépens des consommateurs qui en font les frais. Je pense que l'action résolue du ministre de l'Économie paie. Il faut continuer à soutenir les plus fragiles, les accompagner par une action résolue des pouvoirs publics. Je veux aussi être rassurante. L'inflation commence à baisser. J'espère que cette baisse va se confirmer, et peut-être même s'amplifier, de façon à retrouver un niveau soutenable pour toute la population.



Yaël Braun-Pivet a été interrogée par Lionel Laparade, le directeur de la rédaction de *La Dépêche du Midi*. / Photo DDM Michel Viala

**Francis Muzart : Concernant le déroulement des débats qui ont précédé la réforme des retraites, comment avons-nous pu mener des négociations en méprisant le premier syndicat de France, réputé réformiste et ouvert ? Seconde question : au regard de l'évolution des salaires qui sont inférieurs à l'inflation, une politique de bas salaires compensés par des aides publiques, est-ce la bonne solution ? Ceci ne nous conduit-il pas à condamner les retraités de demain, notamment les salariés au smic, à des pensions qui n'excéderont pas le mi-**

**Je ne crois pas qu'il soit souhaitable d'aller vers le blocage des prix : ce seraient nos agriculteurs qui en paieraient le prix**

**nimum vieillesse ?**

Dès sa réélection en 2022, le président de la République a donné pour mission à la Première ministre de négocier avec les syndicats, et le ministre du travail a mené des discussions avec toutes les organisations syndicales. Celles-ci n'ont malheureusement pas abouti à un accord. Les débats parlementaires ont été ce qu'ils ont été, avec, à l'Assemblée nationale, une obstruction massive. Cela a conduit à de la frustration parce que nous n'avons pas pu évoquer l'ensemble des sujets sur la retraite. Sur la réforme en elle-même, nous étions confrontés à une vraie difficulté. Le ratio cotisant/retraité se dégrade considérablement et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons mené cette réforme. L'important, était de faire en sorte que les petites retraites soient mieux valorisées et que les personnes en plus grande fragilité puissent avoir une retraite mieux assurée. Je pense qu'il faudra continuer d'améliorer les choses. Notre rapport au travail va encore évoluer et nous avons un objectif clair : permettre à chacun d'avoir une vie digne durant sa vie active tout comme à la retraite.

**Nolwenn Bouteleur : Selon vous, quelle est la place de l'écologie dans le paysage politique actuel et dans les débats ?**

L'écologie occupe une place centrale dans nos préoccupations, chez les jeunes mais pas uniquement. Et je pense qu'aujourd'hui, personne ne conteste l'urgence à agir parce que le réchauffement climatique, on le vit dans notre chair. Pour moi, en matière d'écologie, il y a deux choses. D'une part, il faut être exemplaire à tous les niveaux. Au niveau individuel, dans nos modes de vie et de consommation, dans nos façons de vivre au quotidien, nous devons chacun faire des efforts. Au niveau de l'État, on nous dit que la France ne compte pas beaucoup dans les émissions globales. Mais tout compte ! La France doit être exemplaire en matière de transition écologique, de production d'énergie et de développement durable. C'est ce que l'on fait, pour avoir une production complètement décarbonée d'ici 2050. Avec la création de parcs éoliens offshore, dont le premier a été inauguré à Saint-Nazaire. En 2050, nous espérons en avoir 50. On doit aussi être solidaire au niveau mondial, avec les pays qui ont plus de difficultés. Nous devons être solidaires de leur transition écologique, les aider à la financer, faire des transferts de technologies etc. Nous avons une vraie responsabilité, et



Yaël Braun-Pivet et les lecteurs qui l'ont interrogée. / Photo DDM Michel Viala

J'espère que nous serons collectivement à la hauteur.

**Geneviève Tapié : Vous êtes la première femme présidente de l'Assemblée nationale... Il y a 891 femmes mairies en Occitanie, soit seulement 20 % des effectifs globaux. Que pouvez-vous faire pour qu'elles soient plus nombreuses, notamment dans les communes de moins de 1 000 habitants ? Par ailleurs, soutiendrez-vous le projet de loi que souhaite déposer la secrétaire d'État aux collectivités territoriales Dominique Faure pour indemniser les maires à hauteur de leur engagement ?**

Les femmes ont pu se faire une place en

politique grâce à de nombreuses lois réglementant la parité. C'est le cas aussi dans le monde économique. Dans les petites communes, il n'y a pas d'obligation de parité, puisqu'on n'est pas sur un scrutin de liste mais sur un scrutin dit de « tir au pigeon ». Et, en général, il y a moins de femmes dans ces petites communes. La députée Élodie Jacquier-Laforge a porté une proposition de loi élargissant aux communes de moins de 1 000 habitants le scrutin de liste paritaire. Ensuite, la rémunération des élus dans ces petites communes est un vrai sujet. Parce qu'ils disposent d'un budget réduit, les maires sont parfois gênés de demander en Conseil municipal des indemnités décentes. Ils préfèrent dépenser de l'argent dans des projets concrets pour la commune et peuvent avoir des réticences à se rémunérer eux-mêmes. Ce sujet du statut de l'élu a été abordé lors de la réunion avec le président de la République et son intérêt est reconnu par l'ensemble des chefs de partis. Cela concerne la rémunération, la formation, le retour à l'emploi, les gardes d'enfants... La vie d'élu n'est pas facile, son engagement est

**Nous avons un objectif clair : permettre à chacun d'avoir une vie digne durant sa vie active tout comme à la retraite**

## La présidente de l'Assemblée à La Dépêche du Midi



La présidente de l'Assemblée nationale a été accueillie hier après-midi au siège du journal, à Toulouse, par Jean-Michel Baylet, le président du groupe La Dépêche. Yaël Braun-Pivet a ensuite répondu aux questions de nos lecteurs avant d'effectuer une visite de la rédaction de *La Dépêche du Midi*.

## Comment ils l'ont trouvée



« On a eu face à qui tient quelque un de solide, qui n'est la route : l'excellent porte-parole d'un gouvernement à orientation très libérale. Sur la réforme des retraites, elle n'a pas répondu à la partie de ma question sur les bas salaires. Complétés par des revenus de substitution, ils promettent des retraites très basses... »

« Elle m'a impressionnée car c'est la première femme à ce poste. Sur l'écologie, je suis d'accord avec elle, chacun doit faire sa part et c'est un problème mondial, mais sa réponse ne m'a pas totalement satisfaite. Elle a parlé d'hydrologie, de climat, de biodiversité, mais il y a encore trop peu d'actions mises en place. »

« C'est une grande dame qui fait honneur aux institutions et à la République. Elle défend ses positions avec sincérité. À mon sens, ce type de nouveau personnel politique est à la hauteur de la situation et est en mesure de nous sortir du risque majeur d'une crise démocratique qui aboutirait à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. »

« Si elle est descendue de Paris, c'est pour être à l'écoute et elle l'a été. Elle m'a invitée à l'Assemblée pour discuter de quelques problématiques. On est un peu les oubliés de la Nation, les maires ruraux. Elle l'a dit, le nouveau statut de l'élu passera à l'Assemblée et au Sénat. Convaincu ? Il faudra voir ce qui sera mis en place. »

« J'ai trouvé sa réponse structurée. J'ai aimé sa hauteur de vue et son recul sur les sujets. Elle a répondu plutôt directement à mes questions sur les impôts et les lourdeurs administratives. J'ai l'impression qu'il y a une prise de conscience et les rencontres de Saint-Denis montrent une réelle volonté de dialogue. »

« Elle possède vraiment ses sujets, ça se voit. Sur l'inflation, elle a rappelé que nous sommes dans une économie libérale et écarté le blocage des prix. Mais des mesures contraignantes ont été prises concernant le carburant et l'énergie, pourquoi ne pas le faire aussi concernant l'alimentaire ? »

« J'ai trouvé l'échange intéressant et positif, notamment sur la question des 891 femmes mairies d'Occitanie, qui sont pour la plupart élues dans les communes les moins dotées. Elle a rappelé qu'elle a créé une mission transpartisane sur le sujet. J'ai retenu un de ses conseils aux femmes mairies : de restaurer le couple maire-préfet. »

compte 800 000 élus locaux. Le paradoxe, c'est qu'il y a une vraie crise de confiance envers eux et que l'abstention est forte. Moins d'un électeur sur deux s'est déplacé dans les bureaux de vote en 2022. Comment analysez-vous ce phénomène et le fait que les jeunes ne s'intéressent plus à la politique ?

Il y a en effet une vraie crise de confiance entre les citoyens et leurs représentants. La question subséquente c'est : « Est-ce qu'on est vraiment des représentants du peuple si on est élu par une très faible partie de ce même peuple ? » C'est une question fondamentale parce que notre légitimité pour agir, nous la tenons de l'élection. Il n'y a pas de solution miracle. Pour restaurer la confiance, il faut d'abord prouver que l'on sert à quelque chose, que voter n'est pas indifférent et que tous les programmes politiques ne se valent pas. Cela passe par la mise en œuvre de ses engagements de campagne et qu'ils produisent des effets. Ensuite, je pense que la confiance va avec la connaissance de notre République. Car un écart s'est créé entre les institutions et les citoyens. J'essaie, à ma place d'aller le plus possible vers les citoyens pour pouvoir échanger, débattre, expliquer ce que l'on fait. C'est aujourd'hui mon 26e déplacement depuis que je suis présidente de l'Assemblée nationale. Je mène aussi une action d'ouverture de cette institution, en y accueillant des visiteurs. Je voudrais qu'elle puisse recevoir le plus de citoyens possible, qu'ils s'y sentent véritablement c'est chez eux. S'ils s'engagent et se disent qu'ils ont la capacité de changer le cours de leur destin, nous aurons avancé dans la bonne direction. Il est urgentissime que l'on se préoccupe de cela. Sinon notre démocratie périclite.

**La vie d'élu n'est pas facile, son engagement est souvent un sacerdoce**

leurs entreprises et leurs équipes. On peut faire des choses formidables en se retroussant les manches, avec le goût de l'effort, en osant entreprendre. Pour cela, on a besoin de salariés. Et il y a un chantier colossal de formation. Ce chantier a commencé et il faut évidemment l'accélérer. Toutefois, on ne peut pas rester sourd aux aspirations des uns et des autres. Il faut réussir à combiner les nouvelles attentes, les changements de rapport au travail, en assurant des conditions dignes à chacun. Lors de la conférence de Saint-Denis, la nécessité de tenir une conférence salariale a été reconnue de tous. Il faudra discuter tous azimuts des salaires minimums et des salaires médians par branche. Le pouvoir d'achat stagne pour trop de gens tout au long de leur carrière. Ce n'est plus possible. Chacun doit pouvoir progresser.

**Mathilde Iclanzan : Les chefs d'entreprise sont pris en étau entre le besoin d'augmenter leur production et la diffi-**



Éric Darras : La France a une place particulière dans le monde, puisqu'elle

culté de recruter de nouveaux collaborateurs. Les nouvelles générations semblent avoir perdu la valeur du travail, le goût de l'effort. Un phénomène qui s'accroît depuis 2020, notamment avec l'essor du télétravail. Comment peut-on restaurer ces valeurs ?

Depuis 2017, nous avons réussi à restaurer notre tissu économique, en créant 2 millions d'emplois, en réindustrialisant la France. Et pour rétablir notre souveraineté économique, énergétique et technologique, nous avons besoin de conquérants comme vous Madame ! Des gens qui se lèvent chaque jour pour relever des défis pour

**Le retour de la politique**

L'Assemblée nationale est une scène où s'exercent les passions politiques. Avec fougue et talent. Dans les cris et la confusion. C'est selon les époques. Qu'une majorité écrasante de députés appartienne au même bord, comme ce fut souvent le cas sous la V<sup>e</sup> République, et l'Assemblée nationale s'endort dans un ronron démocratique. Qu'il n'y ait plus de majorité absolue, comme aujourd'hui, alors retentissent les cris et les invectives. Nos députés seraient-ils donc condamnés à n'être que des godillots ou des chiffonniers ? C'est pourtant ici, au cœur de la représentation du peuple, que doit se jouer l'essentiel du débat politique. Les parlementaires que nous avons librement élus sont les symboles de cette démocratie représentative, ils votent les lois, ils décident des budgets, ils approuvent ou non le gouvernement, ils contrôlent la bonne marche des institutions, et, sans eux, nous serions livrés depuis 1958 à un régime purement présidentiel, c'est-à-dire au bon vouloir d'un seul homme, le Président. Ainsi faut-il se féliciter lorsque l'Assemblée nationale retrouve une partie de sa magie politique, lorsque s'y expriment des divergences, qu'on y entend des voix dissonantes, lorsqu'on amende ou rejette des projets gouvernementaux, lorsqu'on s'écoute et se répond, lorsque s'impose un vrai débat.

Pourtant, à l'orée de son premier quinquennat, le jeune Président Macron pensait avoir réalisé le rêve impossible d'en finir avec le divage idéologique gauche/droite qui sévissait à l'Assemblée en s'appuyant sur une majorité de nouveaux députés qui ne savaient rien des us et coutumes parlementaires. Tout acquis à transformer la vie publique française, sûrs et certains que les techniciens feraient mieux que les politiques du vieux monde, ces députés macronistes, largement majoritaires, se sont installés sur les bancs de l'Assemblée en imposant dans le fond et dans la forme les recettes du nouveau monde. Cette illusion n'a duré qu'une législature. Depuis les élections de l'an dernier et l'absence de majorité absolue, la chambre des députés est redevenue le parloir politique où chacun défend ses idées – souvent hélas dans le désordre et le brouhaha. Est-ce un retour de l'ordre ancien ? N'est-ce pas plus simplement la renaissance d'une vie démocratique qui a trop longtemps semblé figée ? Le retour de la politique à l'Assemblée et surtout les impasses qui sont apparus lors du débat sur les retraites ont obligé le chef de l'État à entreprendre mercredi cette réunion inédite de tous les leaders de parti pour casser les blocages et dégager d'hypothèques prioritaires – lesquelles ? immigration ? autorité de la République ? transition écologique ?

Retour au calme ? Il n'est vraiment pas certain que lors de la rentrée de l'Assemblée nationale, fin septembre, nous découvrons comme par miracle des députés soudain assagis et muets. La politique n'est jamais silencieuse.

## Éditorial

par **Jean-Claude Soulié**

